

BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

IV^E REPUBLIQUE

TROISIEME LEGISLATURE DE TRANSITION

Session permanente

ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE (CAEDS)

RAPPORT POUR AVIS

**DOSSIER N°040 : RELATIF AU PROJET DE LOI PORTANT
PROROGATION DE LA DUREE DE L'ETAT
D'URGENCE DECLARE PAR LE DECRET N°2023-
0444/PRES-TRANS/PM/MDAC/MATDS/MJDHRI
DU 14 AVRIL 2023**

Présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité par le député **Sibiri COULIBALY**, rapporteur.

Mai 2023

L'an deux mil vingt-trois et le mardi 09 mai de 12 heures 09 minutes à 13 heures, la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité (CAEDS) s'est réunie en séance de travail, sous la présidence du député Daniel ZOUNGRANA, Président de ladite Commission, à l'effet de donner son avis sur le projet de loi portant prorogation de la durée de l'état d'urgence déclaré par le décret n°2023-0444/PRES-TRANS/PM/MDAC/MATDS/MJDHRI du 14 avril 2023.

L'ordre du jour de la séance de travail de la CAEDS a porté sur les points ci-après :

- compte-rendu des travaux de la Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains (CAGIDH) ;
- appréciation et avis de la CAEDS.

Auparavant, le député Sibiri COULIBALY, désigné par la CAEDS saisie pour avis, a pris part aux travaux de la CAGIDH, saisie au fond. Ces travaux se sont déroulés, les lundi 08 et mardi 09 mai 2023, sous la présidence du député Lassina GUITI, Vice-président de ladite Commission.

I- COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE LA CAGIDH

Le rapporteur a présenté le compte-rendu en deux points :

- audition du Gouvernement ;
- débat général.

I-1. AUDITION DU GOUVERNEMENT

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Boukaré ZOUNGRANA et madame Bibata NEBIE/OUEDRAOGO respectivement, Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité et Ministre de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions. Ils étaient assistés de leurs collaborateurs. Madame le Ministre de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions, a présenté l'exposé des motifs autour des points suivants :

- contexte et justification ;
- processus d'élaboration ;
- contenu du projet de loi.

Ces différents points ont été intégralement développés dans le rapport de la CAGIDH, saisie au fond. En conséquence, ces points ne seront pas abordés dans le présent rapport.

I-2. DEBAT GENERAL

Au terme de l'exposé du Gouvernement, les commissaires ont exprimé des préoccupations à travers des questions auxquelles le Gouvernement a apporté des éléments de réponse. Les préoccupations ont porté, entre autres, sur :

- le bilan de l'état d'urgence déclaré par le décret n°2023-0444/PRES-TRANS/PM/MDAC/MATDS/MJDHRI du 14 avril 2023 ;
- les mécanismes de protection des droits humains que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour encadrer l'état d'urgence ;
- l'articulation entre la mobilisation générale et la mise en garde décrétées par le Gouvernement et l'état d'urgence ;

- l'apport de la prorogation de la durée de l'état d'urgence en tant que solution aux défis sécuritaire et humanitaire ;
- la faculté pour le Gouvernement de mettre fin à l'état d'urgence par décret ;
- les mesures prises par le Gouvernement pour faciliter l'accès aux centres de santé par les populations des zones concernées par l'état d'urgence ;
- les mesures prises par le Gouvernement pour dynamiser le secteur informel et privé des zones concernées par l'état d'urgence ;
- les techniques de communication développées par le Gouvernement pour faciliter l'acceptation de l'état d'urgence par les populations des zones concernées ainsi que leur collaboration avec les Forces de défense et de sécurité ;
- les garanties que les autres provinces et régions non prises en compte dans le champ d'application du présent projet de loi ne seront pas touchées par le phénomène d'insécurité ;
- les libertés publiques que le Gouvernement entend restreindre dans le cadre de l'application du présent projet de loi ;
- la pertinence de l'état d'urgence comme moyen de lutte contre le terrorisme ;
- les raisons du choix du régime de l'état d'urgence en lieu et place de celui de l'état de guerre ;
- la nécessité de placer certaines provinces qui étaient sous le régime de l'état d'urgence sous le régime de l'état de siège, au regard de l'absence d'amélioration de la situation sécuritaire dans ces provinces ;

- les mesures prises ou à prendre par le Gouvernement pour protéger nos forces combattantes sur le terrain face aux actions néfastes de certaines organisations de défense des droits humains ;
- la possibilité que les mesures de restriction prises dans le cadre de la mise en œuvre de l'état d'urgence empiètent sur les dispositions spécifiques de protection des personnes handicapées.

II- APPRECIATION ET AVIS DE LA COMMISSION

Après examen du projet de loi et analyse du compte-rendu du député rapporteur, la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité (CAEDS) est convaincue que le présent projet de loi permettra :

- de créer un cadre juridique plus adapté au contexte sécuritaire actuel ;
- d'encadrer les forces de défense et de sécurité dans leur mission de reconquête du territoire national.

Par conséquent, elle émet un avis favorable pour son adoption.

Ouagadougou, le 09 mai 2023



Le Rapporteur
Sibiri COULIBALY

Le Président
Daniel ZOUNGRANA

**LISTE DES DEPUTES PRESENTS A LA SEANCE D'ADOPTION DU RAPPORT
DU 09 MAI 2023**

N° D'ORDRE	NOM ET PRENOM(S)	GROUPE CONSTITUE	QUALITE
1.	ZOUNGRANA Daniel	FDS	Président
2.	THIOMBIANO Y. Fayçal Harold	FDS	1^{er} Secrétaire
3.	TRAORE Boureima	FVR	Membre
4.	SAVADOGO Pawindé Edouard	PDCE	Membre
5.	COULIBALY Sié François d'Assise	PDCE	Membre
6.	GANSONRE Marc Bertin	OSC	Membre
7.	COULIBALY Sibiri	FDS	Membre

**LISTE DES DEPUTES ABSENTS A LA SEANCE D'ADOPTION DU RAPPORT
DU 09 MAI 2023**

N° D'ORDRE	NOM ET PRENOMS	GROUPE CONSTITUE	QUALITE	ABSENT/ ABSENT EXCUSE
1.	TRAORE Thomas	PP	Vice-président	Absent excusé
2.	SAWADOGO Moussa	FVR	2 ^e Secrétaire	Absent
3.	BAKO Wilfried Prosper	PP	Membre	Absent
4.	DIALLO Ousmane	PP	Membre	Absent
5.	SOMA Abdoulaye	PP	Membre	Absent
6.	OUEDRAOGO/COMPAORE Sabine	OSC	Membre	Absent
7.	BIKIENGA Boubacar	FDS	Membre	Absent

LISTE DU PERSONNEL D'APPUI DE LA CAEDS

N° D'ORDRE	NOM ET PRENOMS	FONCTION
1.	ZABSONRE Issouf	Conseiller
2.	OUEDRAOGO N. Gérard	Administrateur parlementaire
3.	OUEDRAOGO/ZAMPALEGRE Aïcha	Administrateur parlementaire
4.	TAPSOBA/ROUAMBA Diane Marie Clotilde	Secrétaire
5.	OUEDRAOGO Nestor	Agent de liaison
6.	TRAORE Souleymane	Stagiaire